

The background of the cover is a photograph of two hands shaking in a firm grip. The hands are positioned in the center, with the fingers interlocked. Behind the hands is the European Union flag, which is partially visible, showing the blue field with the twelve gold stars. The flag is draped over a curved structure, possibly a balcony or a railing, which is also visible in the background. The overall scene is set against a light, possibly outdoor, background. The text is overlaid on a semi-transparent blue rectangular area that covers most of the image.

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 3 U E X
T E R N A L A C T I O F N O O D S E C U R I
C O N C I L I E R V A L E U R S E E C O N S
E T I N T É R Ê T S D A N S N D R E S I L
L ' A C T I O N E X T É R I E U R E L N F L I
D E L ' U N I O N E U R O P É E N N E T I
O N D Y N A M I C S E U E E R N A L A C T
I O N F O O S S E C U R T Y C O N C L I C T
S E C U Y I T Y A N D R E S I L I E N C I E
N C E E C O N O M I C R E C U R I T Y C O N
F L I C T S E C U R I T T A N D R E S I L I E
N C E L I E N C E E O O N O M I C S E C U R
D E A N D R E G I O N I L A N T E G R A T I

ecdpm

Entre politique et pratique dans la coopération internationale

La version intégrale du rapport annual est disponible sur
annual-report-2013.ecdpm.org



**RAPPORT ANNUEL 2013
DE L'ECDPM**

ecdpm

NOTRE MODE DE TRAVAIL

L'ECDPM (European Centre for Development Policy Management) est un laboratoire de réflexion et d'action. Son objectif principal est d'agir en intermédiaire pour forger de véritables partenariats de développement entre l'Union européenne (UE) et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et en particulier l'Afrique. Le Centre combine une connaissance solide de la façon de formuler des politiques de développement efficaces et il a acquis l'expérience pratique de leur mise en œuvre.

La mission et les principes d'engagement de l'ECDPM, formulés il y a plus de vingt-cinq ans, sont toujours pleinement d'actualité aujourd'hui:

- Forte position de niche en matière de relations UE-Afrique et ACP-UE ;
- Accent stratégique ciblant un nombre restreint de domaines thématiques essentiels ;
- Approche proactive qui anticipe les nouvelles tendances majeures en matière de développement et de relations internationales ;
- Attitude non partisane ;
- Double rôle d'intermédiaire en matière de connaissances et de facilitateur de processus ;
- Accès à des réseaux étendus d'acteurs de premier plan en Europe et dans les pays en développement, en particulier en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ;
- Volonté de faire fonctionner les politiques en proposant une assistance aux praticiens du développement.

Nous combinons divers rôles et méthodes, pour faire converger les politiques et les pratiques. L'ECDPM organise et facilite le dialogue sur les politiques, propose des analyses et des conseils « sur mesure », diffuse des informations d'actualité pertinentes sur les processus politiques clés, et participe aux réseaux Nord-Sud.

L'un des axes majeurs de notre travail demeure la participation à des partenariats stratégiques

avec des institutions et des réseaux du monde en développement. À cette fin, nous apportons notre contribution à la création d'un fonds bien documenté pour la prise de décision, mais aussi pour garantir la présence de capacités institutionnelles suffisantes pour la mise en œuvre et le suivi des politiques.

Toutes nos activités privilégient les approches fondées sur l'économie politique. Elles garantissent que nos analyses et la facilitation de processus identifient pleinement les facteurs de changement sous-jacents, tant à l'échelon local que mondial.

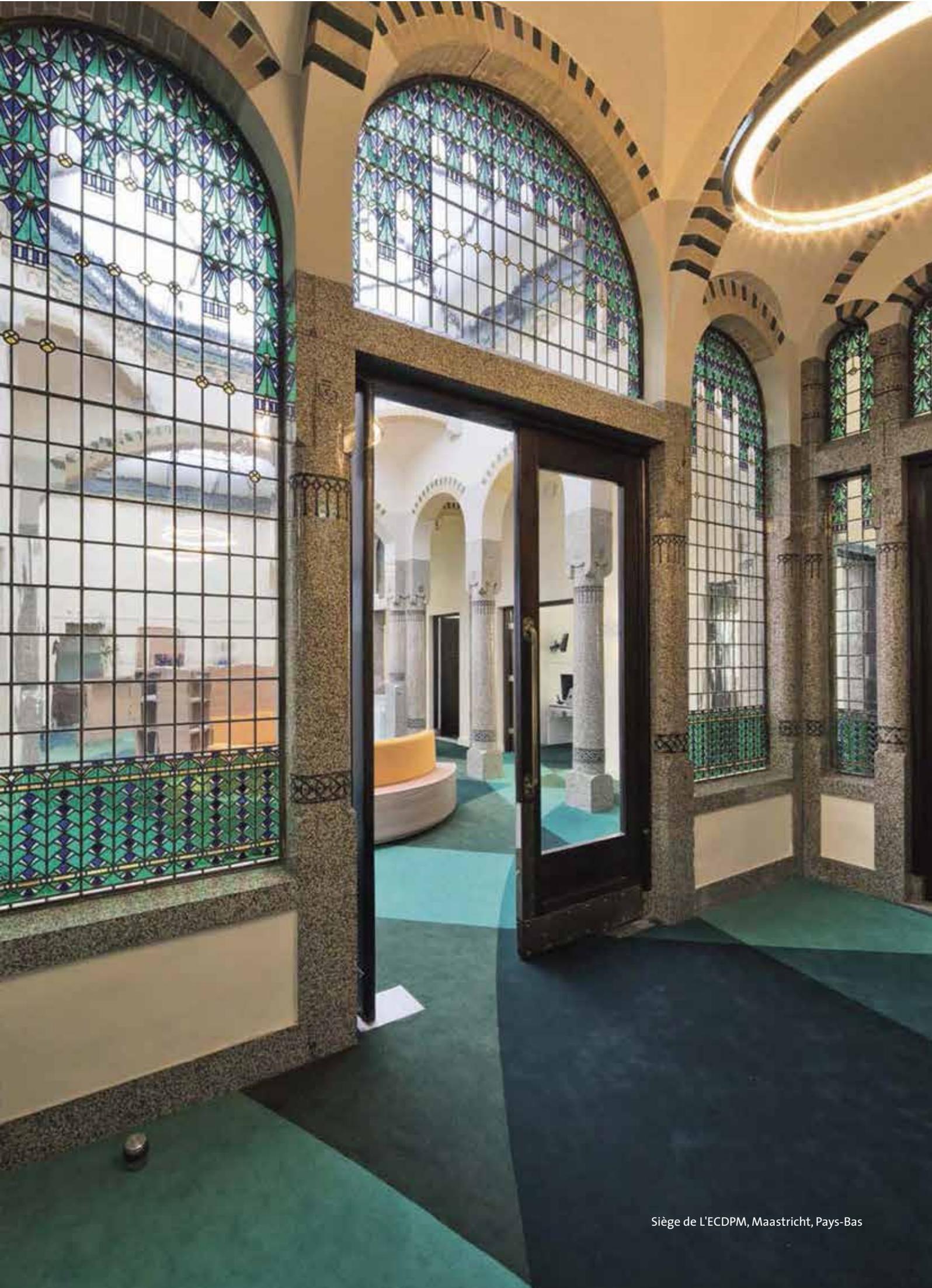
L'organisation de notre action en 2013

Soucieux de cibler ses efforts, l'ECDPM a articulé son action, en 2013, autour de quatre priorités thématiques (voir pages 6 & 7) qui se traduisent dans la pratique dans cinq programmes du Centre :

- Renforcement de l'action extérieure de l'UE ;
- Conflits, sécurité et résilience ;
- Transformation économique et commerce * ;
- Dynamique du changement en Afrique ;
- Sécurité alimentaire.

*Le programme « Transformation économique et commerce » est la fusion des deux anciens programmes « Gouvernance économique » et « Commerce et intégration régionale »

Voir notre rapport complet en ligne sur annual-report-2013.ecdpm.org (uniquement en anglais)



Siège de L'ECDPM, Maastricht, Pays-Bas

MESSAGE DE NOTRE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



4

2013 a été l'année de nombreux défis, pour le Centre en particulier et pour l'ensemble de notre secteur en général. Plus que jamais, les changements rapides du paysage de la coopération au développement ont nécessité de nouveaux instruments, différents types de partenariats, de l'innovation institutionnelle et de l'apprentissage conjoint. Plus que jamais, l'ECDPM a dû faire preuve de vigilance et de créativité.

La nouvelle Stratégie 2012-2016 de l'ECDPM épouse cette dynamique de changement. Suite au lancement en 2012 de notre plan stratégique, l'année 2013 a été marquée par le déploiement de l'ambitieux programme du Centre. Mais, compte tenu des investissements nécessaires et du contexte de crise économique et de diminution des budgets pour le développement, l'ECDPM a dû faire face à une année financièrement éprouvante.

Pourtant, le Centre a continué à susciter l'intérêt d'anciens et de nouveaux partenaires en Europe, et dans le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Grâce à leur soutien réitéré, nous avons pu consolider nos ressources financières. Ceci confirme la confiance certaine qu'inspire le Centre, et la reconnaissance du rayonnement de son action en tant que fondation indépendante. Tout aussi encourageant pour le Conseil est l'intérêt manifesté, non seulement par les bailleurs européens, mais dans une mesure croissante aussi, par d'autres pays : le Japon, les États-Unis, le Canada, la Corée du Sud, l'Inde, la Chine et la Norvège.

L'année écoulée a vu également le renforcement des cinq programmes du Centre, certains d'entre eux démarrant de zéro dans le cadre de la nouvelle stratégie. Dans la logique des consultations en cours autour du nouveau programme de développement pour l'après 2015, les programmes ont

élargi leur champ d'action, se focalisant davantage sur des questions d'importance mondiale, telles que le changement climatique, le développement du secteur privé et la corrélation entre sécurité et développement.

Les programmes ont également joué un rôle considérable dans les discussions internationales sur l'avenir des relations ACP-UE et des relations Afrique-UE, qui ont connu un nouvel élan en 2013. Ainsi, l'ECDPM a été régulièrement appelé à jouer un rôle d'analyste ou de facilitateur indépendant pour des institutions clés en Europe, en Afrique, dans les pays ACP et au-delà.

Sur le continent africain, nous avons travaillé étroitement avec le secteur privé et les organisations d'agriculteurs en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Les responsables du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD sont restés des alliés privilégiés. La contribution la plus précieuse de notre action aux côtés de l'Afrique fut sans aucun doute le travail d'influence mené dans la phase des préparations et de diplomatie silencieuse, à la veille du quatrième Sommet UE-Afrique, tenu à Bruxelles en avril 2014.

Pour souligner le rôle du Centre, en tant qu'intermédiaire de savoir stratégique pour le dialogue des politiques bien documenté, nous avons jeté les bases d'une approche plus spécifique de la gestion des connaissances et de la communication. Nos investissements dans l'amélioration des outils de communication et des plateformes de gestion de l'information ont permis de rationaliser les processus organisationnels, mais aussi de renforcer la visibilité du Centre, de son personnel et de son travail. Celle-ci nous impose une vigilance constante pour assurer la qualité de tous nos services et produits.

Le Conseil est heureux de conclure que le Centre a de nouveau démontré son aptitude à s'adapter au contexte mondial en mutation, et a réaffirmé son statut de leader reconnu, comme intermédiaire compétent en matière de partenariats entre l'UE et les pays du Sud.

P.I. Gomes

Ambassadeur du Guyana auprès du Groupe des États ACP et de l'Union européenne

MESSAGE DE NOTRE DIRECTEUR

Le développement mondial en période d'incertitude

2013 a prolongé un épisode fascinant du développement mondial. Sur la scène globale, on a pu voir de nouveaux acteurs se préoccuper d'accroître leur influence et leurs rôles et des acteurs traditionnels s'efforcer de redéfinir les leurs. Mme Nkosazana Dlamini Zuma a inspiré confiance dans la Commission de l'Union africaine, capitalisant sur la reconnaissance croissante du poids économique grandissant de l'Afrique. Par ailleurs, on constatait une prise de conscience croissante des coûts politiques, économiques et sociaux des inégalités et de l'exclusion. Le prix qui en résulte, en termes de perte de revenus et d'opportunités pour une large majorité de la population mondiale dépasse largement les économies en développement ou émergentes, et il affecte considérablement les perspectives d'avenir des pays industrialisés aussi.

Comme la situation en Ukraine le rappelle tragiquement, le monde est toujours en quête d'un nouvel équilibre dans les relations internationales. Les opinions continuent à diverger, selon les pays et selon les régions, sur la façon de concevoir la prise de responsabilité sur la scène mondiale. Tout ceci aggrave le déficit global de gouvernance, alors que la communauté mondiale doit, sans délai, agir de concert pour s'attaquer aux enjeux planétaires climatique, économique et à ceux du développement.

Sur cette toile de fond, le Panel de haut niveau de personnalités éminentes au programme du développement pour l'après-2015 a présenté, en mai 2013, un ambitieux rapport prospectif au Secrétaire général des Nations Unies. S'appuyant sur sa composition internationale, il a formulé des objectifs véritablement universellement applicables – à quelques variations près – par tous les pays. Le groupe a retenu cinq transformations à réaliser par les pays pour un avenir plus viable offrant des chances à tous :

- Ne laisser personne de côté ;
- Placer le développement durable au cœur de l'action ;
- Transformer les économies pour créer des emplois et favoriser un mode de croissance inclusive ;
- Construire la paix et créer des institutions publiques efficaces, transparentes et responsables ;
- Établir un nouveau partenariat mondial.

Il a aussi proposé une série d'objectifs indicatifs permettant de réaliser ces transformations. Par conséquent, en 2013, la communauté globale semblait s'acheminer vers une série d'objectifs de développement durable pour l'après-2015, en privilégiant fortement le développement inclusif.

Quelle pourrait être la portée d'un tel programme de développement mondial pour la politique de développement telle que nous la connaissons ? Pousserait-il la coopération internationale plus avant en territoire inconnu ? Malgré les modifications qui seront inévitablement apportées aux suggestions du Panel de haut niveau de personnalités éminentes, lors des négociations à venir, plusieurs tendances fortes semblent s'affirmer.

Premièrement, un vaste programme pour répondre aux enjeux du développement mondial est sur la table. On a identifié une série de biens publics à l'échelon global, considérés essentiels au développement durable du point de vue environnemental, économique et social. Étape logique puisqu'à la fin du second millénaire, avec l'éradication de la pauvreté, les droits humains, la paix et la sécurité, et le commerce international étaient intégrés à l'agenda du développement mondial. Aujourd'hui, quelque quinze ans (et une crise mondiale) plus tard, ont été ajoutés : viabilité de l'environnement, changement climatique, stabilité financière, développement du secteur privé, et droit à l'alimentation, à la santé et à l'eau potable.

Deuxièmement, la distinction entre pays développés et pays en développement s'est fortement atténuée. L'opinion mondiale reconnaît désormais une diversité de nations, qui se différencient par l'organisation de leur régime politique, de leur économie et de leur société, et selon la mesure dans laquelle elles sont affectées par les défis mondiaux ou leur degré d'engagement à les résoudre.

Troisièmement, le programme de développement proposé est universel et a des implications, bien que différentes, pour tous. Cela implique que les intérêts nationaux et régionaux, comme l'accès national au financement, aux marchés, à l'énergie, à la terre, à l'eau et aux minéraux – et pas seulement les « intérêts du développement » – seront appréciés à chaque étage du processus.

Faire face à ces défis universels exigera une réponse appropriée, mais différente pour chacun des pays, et pas seulement de ceux qui sont le plus durement affectés par n'importe quel problème en particulier.

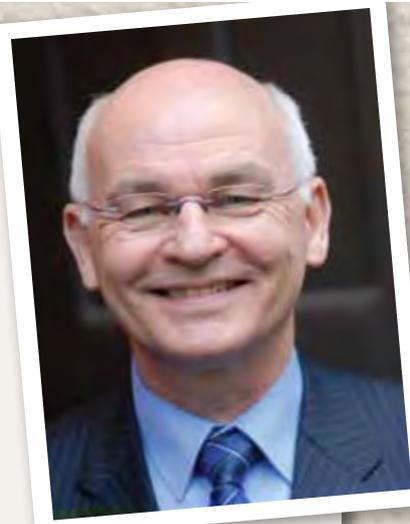
Selon nous, il ressort de ce qui précède que la politique de développement doit véritablement intensifier ses efforts et amplifier sa couverture. Réaliser le développement durable et inclusif partout nécessite une approche concertée et cohérente, incluant tous les acteurs concernés, qu'ils soient nationaux ou internationaux, publics, privés ou non gouvernementaux. La politique de développement peut jouer un rôle inspirateur en partageant sa palette d'instruments de financement et de partenariats. Elle peut proposer des moyens pratiques pour accroître l'impact, en établissant une cohérence entre les acteurs des politiques et les domaines, et elle peut proposer les moyens d'améliorer la coopération et la gestion porteuse de résultats pour certains objectifs globaux. La politique de développement peut également évoluer vers l'instrument de finance publique mondial qu'elle est, de fait, déjà devenue.

Mais tout ceci ne sera possible que si l'examen critique auquel sont soumis actuellement le financement, les instruments et l'efficacité du développement est poursuivi avec vigueur. De nouveaux scénarios et des critères inclusifs de performance sont nécessaires. En outre, le développement doit continuer à œuvrer de concert avec d'autres domaines de politique externes et internes, fédérant des valeurs et des intérêts de nature à servir le développement durable et inclusif mondial.

L'ECDPM va continuer à jouer son rôle de facilitateur, pour transformer la réflexion sur la politique de développement qui est au cœur des relations extérieures, en mutation rapide entre l'UE et ses États membres et les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Parallèlement à nos programmes actuels, nous allons étendre notre action dans des domaines importants, tels que le développement du secteur privé, les changements et adaptations climatiques et le financement du développement. Pourtant, si nous nous félicitons d'être de la partie de ces dynamiques d'avenir très prometteuses, nous n'en sommes pas moins préoccupés de ce que les déséquilibres actuels, dans les relations internationales, pourraient finalement marquer l'arrêt du programme mondial ambitieux qui avait vu le jour en 2013.



Paul Engel



NOS QUATRE THÈMES

Quatre priorités thématiques formalisent l'action des programmes du Centre. Il s'agit de domaines dans lesquels l'ECDPM a la conviction de pouvoir contribuer de façon décisive à améliorer les relations et la coopération entre l'UE et ses États membres, et les pays membres du groupe ACP.

Priorité thématique 1 : Concilier valeurs et intérêts dans l'action extérieure de l'Union européenne

Ce thème répond à l'ambition de l'UE de mieux intégrer ses objectifs de développement dans les différents aspects de son action extérieure, démarche d'autant plus délicate que l'UE doit faire face à la crise financière et redéfinir son rôle dans le monde.

En 2013, le Centre a joué un rôle majeur en stimulant la réflexion sur la politique de développement au-delà de l'aide, en promouvant la cohérence des politiques de développement (CPD) et en contribuant à l'élaboration d'un nouvel agenda du développement pour l'après-2015. Nos nombreux travaux sur la CPD, entre autres, ont été salués comme un approfondissement prometteur de cette question.

Les programmes du Centre se sont stratégiquement engagés aux côtés d'acteurs et d'institutions de l'UE et des ACP, notamment en Afrique, jouant le rôle d'intermédiaire du savoir et de facilitateur de processus non partisan. Nos analyses indépendantes ont nourri des débats de politiques mieux documentés – sur l'examen interne du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), sur le nouveau cadre général de développement de l'UE, et sur les politiques

européennes concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la prévention des conflits et la construction de l'État, et la gouvernance économique et le commerce dans le contexte de l'Afrique et des pays ACP. Nos analyses opportunes de l'action extérieure de l'UE ont ouvert la voie à une participation fructueuse des partenaires africains et des pays ACP dans les négociations avec leurs partenaires européens.



Priorité thématique 2 : Promouvoir la gouvernance économique et le commerce pour une croissance inclusive

Notre deuxième priorité thématique pose le paradigme que le développement doit s'orienter vers une croissance économique recherchant exclusivement la transformation économique inclusive et durable. L'ECDPM est intervenu dans différents forums de politique pour approfondir, discuter et échanger des connaissances sur la dynamique sociale, économique, institutionnelle et politique de la transformation économique. Nos analyses d'économie politique sur l'intégration régionale, notamment, ont été reconnues particulièrement utiles par un certain nombre de parties prenantes d'Afrique et d'Europe.

De nombreux gouvernements africains ont noué des engagements avec le secteur privé, secteur que l'Europe considère comme un moteur puissant de croissance et de développement. En 2013, nous nous sommes concentrés sur le développement du secteur privé et le soutien efficace du secteur public afin d'améliorer le climat des affaires et des investissements. Les priorités du programme ciblaient l'industrie extractive, l'intégration régionale et la facilitation du

commerce, compte tenu de leur importance pour la transformation de l'économie. Nos analyses et notre travail en réseau ont également pris en compte l'impact des économies émergentes sur les relations des pays africains et des ACP avec leurs partenaires traditionnels.

Nous avons contribué au débat de politique mondiale en alliant notre compréhension de ces différents domaines à notre longue expertise de la gouvernance économique et du commerce pour la croissance inclusive. La connaissance que l'ECDPM possède du rôle des industries extractives dans la transformation économique, entre autres, a suscité des demandes de la part de plusieurs acteurs – en Afrique, Europe, Asie et Amérique du Nord – en vue de contribuer à des rencontres et rapportage de haut niveau. En outre, le Centre a continué à être une ressource d'information indépendante et publique de premier plan, sur les négociations en vue des Accords de partenariat économique (APE), en aidant indirectement les négociateurs d'Afrique et de l'UE à formuler des solutions et des stratégies pour conclure des APE.

Priorité thématique 3 : Soutenir la dynamique sociétale de changement dans les pays en développement

Ce thème traite des initiatives locales porteuses de changement et de développement, en ciblant particulièrement l'interface organisations étatiques et non étatiques. Notre engagement part du principe que l'impulsion des processus de développement devrait en priorité provenir du pays et de la région mêmes.

En 2013, les programmes du Centre se sont systématiquement investis dans le renforcement des dynamiques locales de changement. Nous nous sommes plus particulièrement intéressés à l'Afrique, où les troubles persistants en de nombreux endroits ont mis en évidence la nécessité pour les gouvernements africains d'accroître leur réactivité aux exigences socio économiques.

Le Centre a appuyé ses travaux sur des analyses de la dynamique politique et socio-économique du changement à l'échelon local. À l'échelon institutionnel, nous avons, avec l'Union africaine et avec

l'Union européenne, œuvré en faveur d'une participation accrue de la société civile aux relations Afrique-UE. Pour ce qui est de la société civile, nous avons travaillé sur la sécurité alimentaire, en relation étroite avec des organisations régionales d'agriculteurs. Au Sahel, c'est avec le gouvernement et avec la société civile que nous avons collaboré à promouvoir le dialogue, dans le contexte de la crise au Mali. À Madagascar et en Afrique du Nord, le Centre a déployé des activités de soutien aux réformes régionales et au renforcement des capacités de la société civile.

Notre approche - fondée sur l'analyse d'économie politique et la collaboration directe, tant avec les institutions officielles qu'avec la société civile - a contribué à une meilleure compréhension des dynamiques locales, et par conséquent, à rendre plus efficace notre action d'intermédiaire du savoir et à affiner la facilitation de processus.

Priorité thématique 4 : Considérer la sécurité alimentaire comme un bien public mondial

Notre dernier thème concerne la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sa reconnaissance en tant que bien public mondial. La communauté internationale a réaffirmé la nécessité pour les gouvernements de donner la priorité à l'agriculture et d'encourager le secteur agricole à remplir son rôle vital de pourvoyeur de nourriture et d'apports nutritionnels adéquats. Mais tout ceci suppose, au préalable, la nécessaire transformation structurelle du secteur agricole, en particulier en Afrique.

Le Centre a activement stimulé le débat et la coopération internationaux pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement d'une agriculture durable. Nous nous sommes attachés à comprendre les dynamiques sociales, économiques, institutionnelles et d'économie politique qui sous-tendent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Nous avons collaboré avec toute une série d'institutions et d'organisations régionales en Afrique, en Europe et au-delà, afin de tirer pleinement profit du potentiel que constituent la coopération et le commerce

dans les régions, les partenariats public-privé, et le soutien plus efficace des partenaires de développement, notamment l'UE et ses États membres.

En 2013, une grande partie de ce travail a porté sur la mise en œuvre des dimensions régionales du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). En Afrique de l'Ouest, par exemple, nous avons travaillé avec des chercheurs en matière de politiques et avec l'organisation ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest) pour évaluer les progrès réalisés dans la région dans le sens des objectifs du PDDAA.

Bien que le Centre ne travaille que depuis deux ans dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est déjà reconnu comme un contributeur de premier plan aux débats sur l'agriculture et les processus commerciaux régionaux. Cette reconnaissance s'est traduite par de nombreuses invitations à participer à des forums internationaux sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



RELATIONS ET PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

En 2013, le Centre a poursuivi l'expansion, la diversification et le renforcement de ses partenariats et réseaux en Europe, dans les pays ACP et au-delà. Nous avons privilégié le développement de relations axées sur l'apprentissage conjoint et l'innovation nécessaires à une adaptation adéquate au contexte mondial en pleine évolution.

L'ECDDPM peut tirer un bilan 2013 positif et stimulant, en termes de relations et de partenariats institutionnels, au vu de quatre réalisations majeures :

- Renforcement de notre présence en Afrique et dans les pays ACP, et de la présence de l'Afrique et des pays ACP au sein de l'ECDDPM ;
- Développement et approfondissement de nos partenariats institutionnels en Europe ;
- Diversification accrue de nos réseaux et contacts au plan mondial ;
- Acquisition de la confiance et du respect d'acteurs au-delà du secteur traditionnel du développement.

10 Nous avons renforcé notre présence en Afrique et dans les pays ACP, et la présence de l'Afrique et des pays ACP au sein de l'ECDDPM

Nous avons renforcé nos liens avec des institutions essentielles en Afrique et dans le groupe ACP, et consolidé notre réseau de consultants associés en Afrique. Nous avons multiplié les occasions d'interventions sur le terrain, notamment pour nos collaborateurs juniors. Nous avons aussi employé davantage de membres du personnel originaires d'Afrique, notamment par le biais du YIPP (Young International Professionals Programme) lancé en 2013. Ce programme renforce les capacités parmi les jeunes professionnels talentueux originaires de la région ACP, actifs dans le domaine de la coopération, en les employant à l'ECDDPM pour une période de sept mois à un an.

Nous avons développé et approfondi nos partenariats institutionnels en Europe

Conscients de notre rôle en tant qu'intermédiaire indépendant, la mise en œuvre de notre stratégie ambitieuse nous impose un financement durable et flexible. Au début de l'année, toutefois, une certaine inquiétude planait au Centre quant au maintien des niveaux de financement institutionnel requis. Un processus de dialogue intense avec l'ensemble de nos partenaires institutionnels permet au Centre de consolider ses sources de financement pluriannuel. Les Pays-Bas et d'autres soutiens de longue date - Belgique, Luxembourg, Finlande, Irlande et Suisse - nous ont réitéré leur soutien et nous nous félicitons particulièrement du soutien de l'Autriche, nouveau partenaire institutionnel.

À l'échelon des institutions européennes, nous avons raffermi notre relation avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et renforcé nos relations avec la Commission européenne, les délégations de l'UE et le Parlement européen. Nous avons également coopéré avec les présidences irlandaise et lithuanienne de l'UE, en 2013.

Nous avons considérablement diversifié nos réseaux et contacts dans le monde

Le Centre a multiplié ses engagements avec un nombre croissant d'acteurs mondiaux. Nous avons renforcé nos liens avec le Japon et contracté de nouvelles relations avec des acteurs publics ou non gouvernementaux en Corée du Sud, au Canada, en Norvège, aux USA, en Chine, en Inde et au Brésil. Pour ce qui est des institutions mondiales, nous avons poursuivi notre solide coopération avec la Commission de l'Union africaine et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La Banque mondiale, les communautés économiques régionales en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) et un nombre croissant de fondations internationales ont fait preuve de leur intérêt pour notre travail.

Nous avons acquis la confiance et le respect d'acteurs au-delà du secteur traditionnel du développement

Un aspect essentiel de notre stratégie 2012-2016 consiste à renforcer les synergies entre le développement et d'autres domaines des relations internationales et de la diplomatie. Ceci a amené des institutions engagées sur les questions de prévention des conflits, de sécurité, de défense et de migration à s'intéresser davantage à notre action. En outre, nous avons attiré l'attention croissante du secteur privé, d'institutions de financement internationales, de services gouvernementaux des affaires économiques et du commerce international, et d'acteurs dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du changement climatique.



Geert Laporte (quatrième à partir de la droite) lors du séminaire EDCF (Development Finance Seminar) Séoul, Corée du Sud, mai 2013.

ÉVALUATION EXTERNE DE L'INITIATIVE THINK TANK (ITT)

En 2013, l'ECDDPM et l'Overseas Development Institute (ODI) ont réalisé une évaluation externe de la phase I de l'Initiative Think Tank (ITT), un ambitieux programme multibailleurs visant à renforcer la capacité des laboratoires de réflexion indépendants dans le monde en développement. Cette évaluation nous a donné l'occasion de travailler avec la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation William et Flora Hewlett, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et les gouvernements du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Elle nous a aussi permis d'entrer en contact avec des laboratoires de réflexion influents de tout l'hémisphère Sud.



FACILITATION DES PARTENARIATS AFRIQUE-UE ET ACP-UE

2013 a vu un nouvel élan dans la réflexion stratégique au sujet des relations entre l'Afrique et l'UE et entre les pays ACP et l'UE. L'ECDDPM, en sa qualité de leader reconnu en matière d'intermédiation de partenariats entre l'UE et l'hémisphère Sud, a fourni des analyses et la facilitation pour des institutions de premier plan en Europe, en Afrique, dans les pays ACP et au-delà.

LE PARTENARIAT ACP-UE

L'ECDDPM a fourni la facilitation et l'apport analytique au processus de réflexion en cours sur la coopération ACP-UE après-2020. Nos initiatives ont contribué à un dialogue mieux documenté et ont été chaleureusement accueillies à la fois par la partie ACP et par la partie européenne. En tant que médiateur neutre et indépendant, nous avons réalisé des analyses de fond et formulé des questions critiques qui ont contribué à l'ouverture du débat et fait progresser la réflexion. Les institutions européennes, les États membres et les ONG nous ont souvent invités à exposer nos vues sur l'avenir du partenariat. Le Centre a aussi participé à un certain nombre de réunions de processus internes aux ACP, par exemple à la rencontre du Groupe ACP des personnalités éminentes dans la région Pacifique.

LE PARTENARIAT AFRIQUE-UE

L'ECDDPM a tout particulièrement contribué aux discussions sur l'avenir du partenariat Afrique-UE. Les acteurs et institutions principaux d'Afrique et de l'Union européenne ont fait appel au Centre pour fournir la base analytique et la facilitation.

Nous étions, en cette qualité, le seul participant non originaire d'Afrique à plusieurs rencontres africaines, y compris des consultations menées par le Parlement panafricain. En collaboration avec les autres membres du European Think-Tanks Group – l'Overseas Development Institute (ODI), le FRIDE (European Think Tank for Global Action), et l'Institut allemand de développement (DIE) – nous avons facilité une conférence de haut niveau rassemblant des acteurs politiques importants d'Afrique et d'Europe. Les résultats en ont été répercutés dans différentes rencontres officielles, notamment lors des rencontres semestrielles du comité de pilotage collectif sur la Stratégie conjointe Afrique-UE (JAES). Nous avons également été invités à organiser une rencontre de suivi avec la Commission de l'Union africaine à Addis-Abeba. Notre contribution la plus fructueuse est, indubitablement, l'influence exercée sur la phase préparatoire de diplomatie silencieuse, à la veille du quatrième Sommet UE-Afrique, tenu à Bruxelles en avril 2014.

RAPPORT EUROPÉEN SUR LE DÉVELOPPEMENT 2013

Dans le prolongement de la coopération fructueuse en vue du Rapport européen sur le développement 2012, l'ECDDPM s'est de nouveau associé à l'Overseas Development Institute (ODI) et à l'Institut allemand de développement (DIE) pour l'édition 2013, « Après 2015 : une action mondiale pour un avenir inclusif et durable », en assurant cette fois-ci la direction de l'équipe. Le Centre a été à de nombreuses reprises invité à présenter ce rapport, par des parties prenantes d'Afrique et d'Europe et des institutions de Corée du Sud et d'Inde. Le Commissaire au développement, Andris Piebalgs, a souligné en particulier l'opportunité et la pertinence du rapport qui a été abondamment consulté dans le cadre des discussions en cours sur le cadre de développement mondial pour l'après-2015.

NOS PRINCIPAUX PARTENARIATS 2013

Institutions ACP: le Secrétariat ACP et le Comité des Ambassadeurs ACP

Institut africain pour la gouvernance (IAG)

Commission de l'Union africaine

Consumer Unity & Trust Society (CUTS International)

Association européenne de recherche et de formation en matière de développement (EADI)

Europe-Africa Policy Research Network (EARN) et ses membres

European Think-Tanks Group (ETTG), y compris l'Institut allemand de développement (DIE), FRIDE (European Think-Tank for Global Action), l'Overseas Development Institute (ODI), et l'ECDPM

Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN)

Fondation Friedrich Ebert (FES)

Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN)

Institute for Security Studies (ISS)

Institute of International Relations (IIR) at the University of the West Indies

Instituto Marqués de Valle Flôr (IMVF)

Fondation Konrad Adenauer (KAS)

Centre régional Levy Mwanawasa pour la démocratie et la bonne gouvernance

Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Nordic Africa Institute (NAI)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Agence de planification et de coordination du NEPAD, le Nouveau

partenariat pour le développement de l'Afrique

Communautés économiques régionales de l'Afrique (COMESA, CAE,

CEMAC, CEEAC, CEDEAO, UEMOA, SADC, SACU, CICR et autres)

South African Institute of International Affairs (SAIIA)

Centre technique de coopération agricole et rural ACP-UE (CTA)

Commission économique pour l'Afrique des Nations-unies

Banque mondiale

10



Un changement progressif s'est amorcé dans la culture du dialogue et du partenariat entre l'Europe et l'Afrique. La co-responsabilité véhicule un plus grand potentiel de réussite que la conditionnalité et l'imposition unilatérale.

Geert Laporte

Directeur adjoint de l'ECDPM



APPROCHE THÉMATIQUE : CONCILIER VALEURS ET INTÉRÊTS DANS L'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UE

La stratégie 2012-2016 de l'ECDDPM a accordé une place prépondérante à la priorité thématique centrale « Concilier valeurs et intérêts dans l'action extérieure de l'UE ». Nous avons invité cinq acteurs institutionnels représentant l'Afrique, les ACP et l'UE à réfléchir aux progrès réalisés par l'UE, en ce qui concerne le rapprochement des valeurs et des intérêts depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, en 2009. Nous étions aussi désireux de connaître leur opinion sur le partenariat entre l'Europe et l'Afrique.

Les interviews sont disponibles en ligne sur annual-report-2013.ecddpm.org (uniquement en anglais)

« Aujourd'hui, nous parvenons beaucoup mieux à concilier les valeurs et les intérêts dans l'action extérieure de l'UE. Les changements intervenus dans le monde ont créé des conditions plus propices en ce sens. De nos jours, la relation avec les pays partenaires est en grande partie basée sur un ensemble de valeurs universelles. »

**Fernando Frutuoso de Melo -
Directeur général EuropeAid**



« L'Afrique et l'Europe sont partenaires de destinée, et elles ne peuvent pas éviter de travailler ensemble. Notre collaboration a connu des succès tout à fait remarquables dans certains domaines, la paix et la sécurité par exemple. Cependant, dans d'autres domaines, la coopération n'a pas été aussi satisfaisante. En ce qui concerne la coopération avec le secteur privé notamment, il faudrait faire davantage pour faciliter et faire décoller la coopération commerciale entre nos deux régions. »

Obadiah Mailafia – Chef de cabinet du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique



« Pour ce qui est de la coopération au développement, la question n'est pas tranchée. Les institutions de l'UE sont en place. Mais j'attends encore que cela se traduise en politique pratique. Depuis Lisbonne, nous n'avons pas été en mesure de hisser la politique de coopération au développement en première place à l'ordre du jour. »

Peter Moors - Directeur général de la Coopération au développement belge



« Notre stratégie conjointe Afrique-UE est en place, et c'est une bonne stratégie. Mais il nous faut encore atteindre un degré de convergence où les bénéfices soient plus mutualisés. À l'heure actuelle, du point de vue des Africains, nous pensons que c'est l'Europe qui continue à bénéficier le plus de ce partenariat que l'Afrique. »

Ajay Bramdeo – Ambassadeur de l'Union africaine auprès de l'Union européenne

« La cohérence va devenir un élément de plus en plus important dans la définition des valeurs en termes de leur universalité réelle. Universalité dans le sens où nous pouvons tous nous retrouver dans la façon dont ces valeurs sont articulées. »

Adebayo Olukoshi – Directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification



RENFORCEMENT DE L'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne jouit d'un poids considérable dans les affaires internationales, en tant que bloc commercial le plus grand dans le monde, et de contributeur principal à l'assistance au développement. Cependant, sur fond de mutation du paysage de la coopération internationale, de changement d'équilibre du pouvoir, et de crise financière, l'UE s'efforce de concilier son idéal et ses objectifs de développement avec ses intérêts économiques, politiques et sécuritaires. Soucieuse d'agir efficacement sur la scène mondiale en pleine évolution, et de faire face aux défis nouveaux, l'UE doit consolider son action extérieure et l'actualiser en une politique étrangère plus cohérente, coordonnée et axée vers le développement.

Le programme de l'ECDPM « Renforcement de l'action extérieure de l'UE » vise à améliorer de façon générale la cohérence et la mise en œuvre de la politique européenne en faveur des objectifs de développement. Nous nous engageons aux côtés de pays d'Afrique, des ACP et de l'UE et d'acteurs de niveau mondial, qui s'appuient sur nos travaux d'analyse et de mise en perspective, indépendantes, traitant d'aspects fondamentaux de politique et de pratique, et de la facilitation de dialogues et de processus. En 2013, notre travail s'est articulé selon trois courants :

- L'UE et l'agenda mondial pour le développement ;
- La politique et la pratique de l'UE au service du développement ;
- Le dispositif institutionnel de l'UE pour l'action extérieure.

L'UE et l'agenda mondial pour le développement

Tout au long de l'année, nous avons accompagné les acteurs d'Afrique, des ACP, d'Europe et du monde dans les méandres des débats internationaux sur l'agenda pour le développement après-2015. Notre contribution active à la discussion a pris aussi la forme de rapportage et d'articles, et la participation à des événements de haut niveau. L'ECDPM a joué un rôle leader dans la préparation du Rapport européen sur le développement 2013, axé sur le cadre pour l'après-2015. Le Centre a été invité, à de nombreuses reprises, à présenter ce rapport à tout un éventail d'acteurs et d'institutions, devant des audiences aussi diverses que la Corée du Sud et l'Inde. Nos contributions thématiques sur les migrations et le financement dans le cadre après-2015 ont approfondi le débat mondial et débouché sur notre coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations et avec le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable.

La politique et la pratique de l'UE au service du développement

Nous avons élaboré des analyses et formulé des conseils indépendants sur différentes facettes de la politique et de la pratique de l'UE au service du développement, notamment le nouveau cadre de développement européen, le nouveau budget européen et les instruments européens principaux de financement de l'aide.

Nous avons contribué à l'engagement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et à l'engagement de l'UE d'accélérer la cohérence des politiques au service du développement (CPD), l'un de nos domaines d'expertise privilégiés. Les résultats de nos études sur la cohérence des politiques de développement dans

différents pays membres de l'UE se sont révélés particulièrement utiles et opportuns. Un de nos rapports de synthèse a été cité et utilisé par la Commission européenne, par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD-OCDE), et par de nombreux ONG et groupes de réflexion. Nous avons été invités à présenter cette étude à l'OCDE, et lors d'événements, dont certains à l'échelon ministériel, en Belgique, au Danemark, en Allemagne et en Irlande. Ces pays étaient désireux d'apprendre de nos analyses afin de développer leur propre système de suivi. En outre, nous avons joué un rôle précurseur en élaborant une nouvelle méthodologie pour évaluer l'impact de certaines politiques d'États membres de l'OCDE sur la sécurité alimentaire dans différents pays partenaires. La Finlande et la Suisse ont été particulièrement intéressées par ce travail, toutes deux désireuses de financer et de s'engager activement dans des projets pilotes par pays.

« L'expertise de l'ECDPM concernant le cadre financier pluriannuel et sa profonde compréhension des différentes questions ont assuré la réussite de la conférence. »

Représentant d'un groupement d'organisations de la société civile à la discussion sur le futur budget de l'UE, facilitée par l'ECDPM

Le dispositif institutionnel de l'UE pour l'action extérieure

L'ECDPM s'est activement engagé dans un travail analytique et de recherche sur le dispositif institutionnel européen pour l'action extérieure. Le Centre s'est efforcé d'informer les acteurs d'Europe, des pays ACP et d'Afrique, de même que le grand public sur des processus importants de l'action extérieure. Nos publications sur les processus européens dans le cadre post-Lisbonne ont permis aux parties prenantes d'Afrique et des ACP de mieux engager les négociations avec leurs partenaires européens. Des bailleurs institutionnels, la Cour des comptes européenne, des décideurs importants au Parlement européen et au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ont particulièrement apprécié notre analyse indépendante du processus d'examen interne du SEAE, et ils ont fréquemment interrogé notre opinion en la matière.

Journées européennes du développement 2013, Bruxelles, Belgique - novembre 2013



RÉALISATIONS MARQUANTES EN 2013

1) L'ECDDPM, l'ODI et le DIE ont publié le Rapport européen sur le développement 2013 intitulé « Après 2015 : Une action mondiale pour un avenir inclusif et durable ». L'ECDDPM a été très souvent sollicité pour présenter ce rapport à des acteurs et institutions clés d'Europe, d'Afrique et du monde.

2) Le numéro post-2015 de notre magazine GREAT insights comportait des articles de Betty Maina, membre du panel de haut niveau des Nations Unies sur le programme de développement pour l'après-2015, et de Klaus Rudischhauser, Directeur général adjoint de la DG DEVCO.

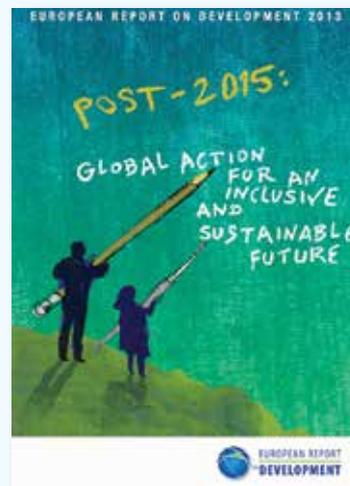
3) Nous avons publié une étude sur la façon dont certains pays membres appréhendent le concept de cohérence de la politique de développement (CPD). Nous avons développé la première méthodologie permettant d'évaluer l'impact d'un ensemble de politiques des États membres de l'OCDE en matière de sécurité alimentaire, sur différents pays partenaires. Cette étude et cette méthodologie ont été reconnues comme essentielles pour l'avancement de la réflexion sur les politiques dans ce domaine.

4) Nous avons proposé la première analyse indépendante du processus de programmation conjointe de l'UE, mettant en évidence les goulets d'étranglement critiques et les mesures correctives. Nous avons également publié une évaluation indépendante concernant les premiers acquis de l'expérience de programmation de deux instruments majeurs de financement européen : l'Instrument de financement de la coopération au développement (ICD) et le 11e Fonds européen

de développement (FED). Notre revue de six initiatives en cours, afin d'améliorer l'efficacité et la pertinence de l'aide au développement et de la coopération européennes, ont généré de nouvelles approches de l'allocation des budgets au travers d'instruments de financement.

5) L'ECDDPM a participé activement aux Journées européennes du développement 2013. Avec les autres membres du European Think-Tanks Group (FRIDE, ODI et DIE), il a organisé un événement en marge, qui fut très apprécié, et rassembla des responsables de haut niveau de l'UE pour discuter de l'évolution du secteur du développement.

6) L'ECDDPM a produit un document de fond sur l'avenir des relations UE-Pacifique, en préparation à la rencontre des personnalités de haut niveau à Samoa, consacrée à l'avenir du groupe ACP. Le Centre a aussi formulé des réflexions et produit des documents analytiques sur les rôles que le groupe ACP serait potentiellement appelé à jouer dans le contexte post-2020, en coopération avec DIE et des consultants indépendants.



Le Rapport européen sur le développement 2013



Numéro Post-2015 du magazine GREAT insights de l'ECDDPM, avril 2013



Florian Krätke, de l'ECDDPM, interrogeant Bruno Wenn lors des Journées européennes du développement 2013



2013 a connu l'entérinement du budget de l'UE pour 2014-2020 et le démarrage de la programmation à sept ans de l'aide européenne. Dans les années à venir, l'enjeu pour le nouveau leadership des institutions de l'UE sera de combler les lacunes de la mise en œuvre et d'affirmer la crédibilité de l'UE comme acteur mondial de la coopération au développement.

Andrew Sherriff

Responsable du Programme Renforcement de l'action extérieure de l'Union européenne



PROMOUVOIR DES APPROCHES CONSOLIDÉES POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS, LE MAINTIEN DE LA PAIX ET LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT

Malgré la couverture médiatique intense des conflits en Afrique, les études ont démontré que le déclenchement des conflits armés a en réalité diminué, ces vingt dernières années. Pourtant la nature des conflits a changé, et on constate de nos jours davantage de conflits inter États et de mouvements radicaux déstabilisant l'autorité des gouvernements dans les pays fragiles. Par ailleurs, la persistance de plusieurs guerres civiles sur le continent africain et les récents événements en Afrique du Nord, en Afrique centrale, au Soudan du Sud et au Sahel demeurent une source de préoccupation. Il est de plus en plus fréquemment admis que l'approche actuelle de l'Afrique, de l'Europe et de la communauté internationale, en faveur de la paix et de la stabilité est insuffisante. Un fondement institutionnel solide et efficace est nécessaire, et c'est aux causes structurelles des conflits et de la fragilité qu'il faut s'attaquer.

16

Le programme de l'ECDPM « Conflit, sécurité et résilience » soutient des institutions clés d'Europe, d'Afrique et du reste du monde, et des acteurs sociétaux en vue d'une approche efficace et consolidée de la question des conflits. Le Centre propose des avis et analyses indépendants et opportuns, à un ensemble d'acteurs, en remplissant son rôle d'intermédiaire et de facilitateur de dialogue et de processus non partisan. En 2013, il a suivi trois axes de travail directeurs :

- Renforcer le programme européen de prévention des conflits et de consolidation de la paix ;
- Faciliter les processus politiques internationaux pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix ;
- Soutenir les processus et les institutions en Afrique engagés dans la gestion des conflits.

Renforcer le programme européen de prévention des conflits et de consolidation de la paix

Tout au long de l'année 2013, nous avons œuvré en faveur de la consolidation du programme européen de prévention des conflits et de construction de la paix. Nous avons soutenu le SEAS (Service européen pour l'action extérieure) dans les efforts qu'il a déployés pour renforcer la capacité de prévention et de transformation des conflits. Nos acquis en matière de médiation ont été considérés comme particulièrement utiles par le SEAS, la présidence irlandaise de l'UE et par le Parlement européen. C'est en raison de son expertise dans ce domaine que l'ECDPM a été invité à contribuer à une conférence de haut niveau du Parlement européen. Le Centre a activement contrôlé et analysé les processus, les instruments et les approches de l'UE en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Ce travail a été très apprécié par les responsables européens et par nos partenaires d'Afrique, des ACP et nos autres partenaires internationaux désireux de mieux appréhender la politique et la pratique de l'UE en ce qui concerne la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

« L'ECDPM a considérablement contribué à la mise en place d'une pratique de l'analyse des conflits au sein de l'UE ».

Responsable UE

Faciliter les processus politiques internationaux pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix

En 2013, notre travail a alimenté de nombreuses initiatives internationales sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Les analyses et les articles de l'ECDPM ont enrichi l'approche du maintien de la paix et du renforcement de l'État dans le débat global sur le programme de développement de l'après-2015. De plus, étant l'une des rares parties indépendantes, nous avons apporté notre soutien analytique et opérationnel au g7+, un groupe volontaire d'États fragiles, sur la mise en œuvre du New Deal. Ce New Deal est une initiative du g7+ visant à intégrer les acteurs du développement international dans une nouvelle architecture et de nouveaux modes d'action, dans le but de bâtir des États pacifiques.

Soutenir les processus et les institutions en Afrique engagés dans la gestion des conflits

Nous avons continué à soutenir les institutions et processus africains confrontés à la gestion des conflits, et collaboré avec les acteurs d'Afrique, d'Europe et du reste du monde, pour renforcer les liens entre les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix, menés tant à l'échelon international qu'à l'échelon africain. Le message de la coopération Afrique-Europe a, depuis lors, été incorporé dans les priorités d'action 2014 du g7+. Nous avons aussi renforcé nos partenariats avec des institutions africaines et des acteurs non étatiques, conjuguant nos efforts pour faire progresser la prévention des conflits et la sécurité. Nous avons continué à développer notre partenariat avec ACCORD (African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), opérant à partir de l'Afrique du Sud, et jeté les bases d'un nouveau partenariat avec le Levy Mwanawasa Regional Centre for Democracy and Good Governance, Human Rights and Civic Education basé en Zambie, le laboratoire de réflexion de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs.



L'émergence récurrente de conflits inter États en Afrique réaffirme la nécessité de systèmes d'alerte précoce et de mesures de prévention, nécessité reconnue au sein des institutions européennes et de la coopération entre l'UE et l'Union africaine. Malheureusement, cette préoccupation ne s'est pas, jusqu'à présent, traduite en une réponse suffisamment efficace.



Volker Hauck

Responsable du Programme Conflits, sécurité et résilience

RÉALISATIONS MARQUANTES EN 2013

1) Nous avons analysé les premières expériences et points de vue sur les Contrats de renforcement des États mis en place par l'UE, une nouvelle forme de soutien budgétaire pour les États en situation de fragilité et en transition. Les résultats s'annonçaient très prometteurs pour des débats approfondis en la matière au sein des institutions de l'UE.

2) Le Centre a conduit une évaluation des enseignements à tirer en matière de capacités de médiation au sein de l'UE, et il a produit plusieurs fiches détaillées sur la médiation. Tout ceci a été grandement apprécié par le SEAE, le Parlement européen et la présidence irlandaise de l'Union européenne.

3) Suite à notre analyse de la mise en œuvre du New Deal, le g7+ a demandé au Centre de lui fournir un appui technique spécifique. Le Centre a aidé le g7+ à renforcer les évaluations de fragilité et les cadres de suivi.

4) Lors d'une rencontre de haut niveau sur l'avenir des relations Afrique-UE, organisée par le European Think-Tanks Group, l'ECDPM a facilité une session sur les enjeux de la paix et de la sécurité dans le contexte du partenariat.

5) Conjointement avec notre programme collègue sur le renforcement de l'action extérieure de l'Union européenne, nous avons examiné l'approche régionale de l'UE concernant la crise au Sahel et ses implications pour les relations UE-Afrique. Ce travail a donné lieu à la publication

favorablement accueillie « La crise au Mali et les relations Afrique-Europe ».

6) Avec l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), nous avons recherché des méthodes d'évaluation de l'impact de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA).

7) Dans notre publication « Resilience: A Trojan Horse for a New Way of Thinking African » nous avons examiné le concept de résilience et démontré comment il pourrait utilement aider à promouvoir une conception plus intégrée et exhaustive du développement institutionnel dans les États fragiles.



Note d'information n°52 de l'ECDPM, juin 2013
La crise au Mali et les relations Afrique-Europe



Notre document no. 139, janvier 2013
Resilience: A Trojan Horse for a New Way of Thinking?



Note d'information n°60, janvier 2013
The EU's Statebuilding Contracts

PROMOUVOIR LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE, LA GOUVERNANCE, L'INTÉGRATION ET LE COMMERCE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE

Le paysage économique des pays en développement évolue progressivement. L'Afrique, notamment, a enregistré une croissance économique soutenue dans de nombreuses régions. Néanmoins, le continent continue à faire face à des défis socio-économiques et il peine à transformer son expansion économique en transformation durable et inclusive. Pour avoir un impact réel sur la pauvreté et le développement, la croissance économique doit aller de pair avec la transition vers des activités durables et productives. Enfin, elle doit être génératrice d'emplois plus qualifiés, et d'une richesse partagée. Pour atteindre cet objectif, il faudra mieux comprendre les facteurs institutionnels, politiques et sociaux inducteurs de changement, et pas seulement les mesures économiques appropriées.

18

Le programme « Transformation économique et commerce » facilite et documente le processus de transformation dans les pays en développement, ciblant l'Afrique en particulier. Fusion des anciens programmes du Centre « gouvernance » et « commerce et intégration régionale », ce programme ancre ses activités dans les dynamiques à l'œuvre dans le monde. Il collabore avec des acteurs d'Afrique et d'Europe, facilitant les dialogues informels et apportant des informations, des analyses et des études de cas en temps opportun. Nous ciblons non seulement la dimension mise en pratique des politiques, mais également les moteurs sous-jacents de l'économie politique. En 2013, l'action du programme a suivi quatre axes principaux :

- Promotion du rôle du secteur privé ;
- Promotion de la gestion efficace des ressources naturelles ;
- Étude de l'économie politique de l'intégration régionale ;
- Facilitation des processus commerciaux.

Promotion du rôle du secteur privé

Nous avons intensifié notre action portant sur le développement du secteur privé. Le travail d'analyse et de facilitation a eu pour effet de multiplier et de renforcer les relations avec des agences donatrices européennes, des entreprises internationales et nationales, des représentants de gouvernements, et des organisations de la société civile. Nous avons organisé une série de rencontres de bailleurs de fonds qui ont offert à différentes parties prenantes des opportunités de dialogue dans un cadre informel, propices aux discussions ouvertes, concrètes et franches sur des questions liées à leur travail quotidien, voire sur des stratégies plus globales et visionnaires. Notre rôle d'intermédiaire et de facilitateur dans le domaine du savoir a permis de mieux éclairer et d'ouvrir davantage le dialogue entre bailleurs de fonds, sur les façons de soutenir le secteur privé dans une perspective de développement. Cela a tout particulièrement aidé plusieurs bailleurs européens et la Commission européenne à formaliser leurs politiques et à identifier des modalités appropriées.

Nous avons contribué à toute une série de publications sur le rôle du secteur privé pour le développement, couvrant des sujets tels que la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), les partenariats à intervenants multiples et partenariats public-privé, l'emploi, la fiscalité et le financement du développement. Plus généralement, nous avons contribué à développer la prise de conscience et le partage d'expérience chez les acteurs publics et privés concernant la coopération public-privé.

Promotion de la gestion efficace des ressources naturelles

Dans le prolongement de l'intérêt accru pour le rôle du secteur extractif dans la transformation économique, l'ECDDPM a continué à agir dans la plupart des sphères, en Afrique et en Europe, où s'élaborent les politiques concernant la gestion et la diversification efficaces des ressources naturelles. Nous avons facilité

la discussion sur le rôle que le secteur extractif pourrait jouer en Afrique par le biais d'analyses, de publications et d'événements indépendants. Notre expertise sur la question et notre qualité d'intermédiaire indépendant ont suscité une demande de contribution aux Perspectives économiques en Afrique 2013, de même que des invitations à participer à différentes rencontres de haut niveau en Afrique, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Nous avons apporté une contribution aux événements du Parlement européen et à la Seizième conférence annuelle des ministres de la Conférence OILGASMINE des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), au Niger.

Étude de l'économie politique de l'intégration régionale

Nos analyses ont mis en évidence les stimulants incitant les pays à coopérer en Afrique australe et les freins au progrès. Avec l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA), nous avons entrepris une étude sur l'efficacité de la coopération et de l'intégration fonctionnelles transfrontières. Au vu des conclusions, nous avons produit une série de cas, une étude approfondie et un instrument permettant d'améliorer l'évaluation des acteurs et des facteurs d'économie politique qui favorisent ou qui entravent l'intégration régionale. La Banque africaine de développement s'est appuyée sur ce travail pour formuler sa nouvelle stratégie décennale sur l'intégration régionale. Nos analyses ont également contribué au prochain Rapport sur le développement en Afrique 2013. D'autres partenaires internationaux, le Ministère britannique du développement international (DfID) et la Banque mondiale, entre autres, ont manifesté leur intérêt suivi dans nos travaux et ont demandé à l'ECDDPM son assistance pour analyser l'économie politique de l'intégration régionale.

Facilitation des processus commerciaux

Nous avons activement facilité des processus commerciaux. L'ECDDPM est une des ressources clés d'information indépendante accessible au public sur les négociations en vue des Accords de partenariat économique. En 2013, nos contributions ont aidé indirectement les négociateurs africains à définir des solutions et des stratégies afin d'amener les négociations à une conclusion positive. Parallèlement, nous avons activement documenté les informations nécessaires à la réflexion interne et aux stratégies de certains États membres de l'UE pour progresser sur la voie des APE.

L'ECDDPM est l'un des rares centres qui s'intéressent aux dimensions régionales de l'aide pour le commerce (Aft), qui est une initiative internationale pour aider les pays en développement à mieux s'intégrer dans les chaînes mondiales de valeur. Nous avons continué à conseiller les décideurs sur l'élaboration de plans Aft régionaux efficaces, par exemple en contribuant à une rencontre du groupe des experts Aft de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à Abuja, en mai. Les résultats d'un projet de recherche majeur sur la question, financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, ont été publiés par le Secrétariat du Commonwealth.

RÉALISATIONS MARQUANTES EN 2013

1) Avec l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA), nous sommes entrés en dialogue avec des parties prenantes de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest pour documenter des exemples de coopération transfrontière véritable et d'intégration fonctionnelle. L'étude approfondie qui en a résulté et le référentiel de brèves études de cas ont permis de mieux comprendre certains moteurs et incitatifs de l'intégration régionale. Ce travail a retenu l'attention de nombreux acteurs, notamment des décideurs politiques sud-africains, de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale et de DfID.

2) Le Centre a fourni des informations sur les APE aux négociateurs africains et européens, les aidant indirectement à concevoir des solutions et des stratégies afin de parvenir à la conclusion satisfaisante d'APE.

3) Nous avons organisé une série de dialogues avec des bailleurs sur le développement du secteur privé, créant ainsi des occasions de rencontre pour les parties prenantes, permettant des discussions ouvertes, franches et concrètes sur des questions liées à leur travail quotidien et abordant des stratégies plus globales et visionnaires.

4) Nous avons rédigé des contributions sur le rôle d'une gestion efficace des ressources naturelles pour des publications éminentes, notamment les Perspectives économiques en Afrique 2013. Nous avons publié des études largement diffusées sur le rapprochement des secteurs extractifs et des chaînes de valeur productives et sur la dynamique des réformes dans les pays riches en ressources.

5) Nous avons mené à bien un projet de recherche majeur sur l'efficacité et les corridors de l'Aide

pour le commerce au plan régional, financé par la Fondation Bill et Melinda Gates. Ce travail bénéficiant d'une très grande visibilité a été publié par le Secrétariat du Commonwealth et recommandé sur des plateformes comme le blog « Business fights poverty ».

6) Plusieurs numéros du magazine mensuel de l'ECDPM, GREAT insights, ont été consacrés à la transformation économique, avec une attention particulière pour : l'économie politique de l'intégration régionale ; le commerce et le développement ; l'Aide pour le commerce ; le secteur extractif ; le financement des infrastructures ; et l'allègement de la dette.



En haut et en bas
Rencontre avec SAIIA « A Dialogue on the Drivers and Politics of
Regional Integration in South Africa »,
Prétoria, Afrique du Sud, juillet 2013



GREAT insights, de l'ECDPM
ecdpm.org/great – numéro de juillet / août 2013



GREAT insights, de l'ECDPM
ecdpm.org/great – numéro de mai / juin 2013



La croissance économique est une condition nécessaire mais pas suffisante de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif à long terme. La croissance économique doit aller de pair avec les transformations économiques tendues vers des activités plus durables, un secteur privé dynamique, une diversification allant à l'encontre de la surdépendance des ressources naturelles, et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.



San Bilal

Responsable du Programme Transformation économique et commerce

SOUTENIR LES DYNAMIQUES DU CHANGEMENT EN AFRIQUE

Les progrès économiques et politiques transforment le visage de l'Afrique. D'un bout à l'autre du continent, des pays continuent à connaître une croissance économique soutenue et une amélioration de la gouvernance. Ils n'en restent pas moins confrontés à la difficile concrétisation de demandes sociétales de changement en actions qui soient propres à renforcer la démocratie, les droits humains et le développement inclusif. La consolidation véritable des réformes sociétales passe nécessairement par des institutions fortes, capables d'appuyer des changements de processus fondamentaux, et d'obliger les gouvernements à rendre des comptes. Les structures en Afrique, telle l'Union africaine, sont appelées à renforcer les institutions et forger des liens entre les cadres de gouvernance, la paix et la sécurité. Les partenaires internationaux, l'UE notamment, se doivent de soutenir les pays d'Afrique pour tisser la trame de leur propre avenir et s'approprier les programmes de réforme socio politique et institutionnelle.

20

Le programme de l'ECDPM « Dynamiques du changement en Afrique » collabore avec des acteurs institutionnels et non gouvernementaux majeurs d'Afrique pour les aider à mettre en œuvre leurs programmes de politique. Notre objectif est de mieux comprendre la dynamique locale de gouvernance, et de soutenir la convergence des programmes de développement africain et européen. À cette fin, nous appliquons tout un éventail de démarches propres à l'ECDPM, entre autres : la promotion du dialogue entre différents acteurs sociétaux et décisionnels en Europe et en Afrique, l'intermédiation en matière de savoir, au moyen d'analyses et de recherches indépendantes, et la facilitation de processus politiques. En 2013, notre travail s'est articulé selon trois axes :

- Soutenir la dynamique de la gouvernance en Afrique, aux plans local et régional ;
- Renforcer les capacités des acteurs institutionnels africains pour soutenir la dynamique de changement ;
- Faciliter le partenariat Afrique-Europe.

Soutenir la dynamique de la gouvernance en Afrique, aux plans local et régional

L'ECDPM a continué à soutenir la dynamique de la gouvernance en Afrique, localement et régionalement, par le biais de recherches, d'analyses et de promotion du dialogue. Notre engagement dans ce domaine s'appuie sur notre longue expérience que les processus de développement devraient, avant tout, être insufflés de l'intérieur du pays et de l'intérieur de la région. En Afrique du Nord, nous avons aidé au lancement d'une initiative pour soutenir les réformes locales et nationales au moyen d'analyses d'économie politique. Dans la même veine, nous avons entamé un processus de réflexion à Madagascar, tendant au renforcement des capacités de la société civile au niveau local. Ces deux initiatives concourent à nos efforts pour faire converger les processus nationaux et régionaux avec le soutien fourni par l'UE et d'autres partenaires internationaux.

Renforcer les capacités des acteurs institutionnels africains pour soutenir la dynamique de changement

Nous avons soutenu les efforts des institutions africaines visant à encourager la dynamique de changement positif dans tout le continent, au moyen d'évaluations, d'analyses et d'orientation opérationnelle. Nous avons collaboré avec la Commission de l'Union africaine lors de rencontres techniques et de diffusion de connaissances. En particulier, nous avons appuyé les efforts de la Commission de l'UA en vue

d'opérationnaliser l'Architecture africaine de la gouvernance (AAG). Pour établir des convergences entre la gouvernance, la paix et la sécurité, nous avons porté l'idée de créer des liens entre l'AAG et l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS). La Banque africaine de développement nous a demandé de mener une évaluation indépendante de ses soutiens aux institutions de gouvernance, aux échelons national et régional. Les conclusions de cette évaluation constituent la base d'une réflexion plus poussée des gestionnaires de la Banque sur ses futures orientations.

Faciliter le partenariat Afrique-Europe

L'ECDPM a contribué activement aux discussions engagées sur le partenariat Afrique-Europe. Nous n'avons pas épargné nos efforts en matière de travail préparatoire et de diplomatie tranquille dans la phase préliminaire au quatrième Sommet UE-Afrique, en avril 2014. Nous avons publié des articles et des analyses, et facilité une série d'événements gravitant autour du sommet, afin de stimuler le débat sur l'avenir du partenariat et la compréhension des enjeux et des opportunités à venir. Nos efforts ont culminé dans l'organisation d'une rencontre de haut niveau constituant une plateforme de dialogue informelle entre décideurs d'Afrique et d'Europe engagés dans différents aspects du partenariat. La conférence a bien défriché le terrain et ses résultats se sont prolongés dans différents événements officiels, notamment la rencontre semestrielle du comité de pilotage collectif de la Stratégie conjointe Afrique-UE (JAES). La Commission de l'UA nous a demandé de co-accueillir une rencontre de suivi, qui s'est tenue en février 2014 à Addis-Abeba.

Enfin, nos échanges réguliers avec des parties prenantes d'Afrique et d'Europe ont contribué à mieux faire prendre conscience, tant chez les acteurs africains qu'euro-péens, de la pertinence des discussions de politique, tant au sein de l'UE que des enceintes africaines.

« Félicitations pour cette conférence si bien organisée, très réussie et enrichissante. La conférence était non seulement riche en contenu, mais aussi, et ce n'est pas sa moindre qualité, ouverte à tous les types d'opinions, et en particulier à des positions de l'Afrique – qui est généralement sous-représentée, voire minorée même si elle est représentée. »

Mehari Taddele Maru, consultant chez MATU Consult et ancien responsable de programme à l'Union africaine et au South African Institute for Security Studies

RÉALISATIONS MARQUANTES EN 2013

1) Parmi les publications importantes sur l'avenir des relations Afrique-UE, citons nos « Aperçus des politiques et de leur gestion » annuels qui ont cherché à recadrer les débats sur le sujet, et un numéro thématique de notre magazine GREAT insights sur le partenariat Afrique-UE, contenant entre autres des contributions de Mme Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de l'UA, et de M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne. Nous avons lancé un blog dédié aux relations Afrique-UE, présentant les contributions de parties prenantes d'Afrique et d'Europe.

2) Nous avons facilité plusieurs rencontres pour promouvoir le dialogue sur l'avenir du partenariat Afrique-UE. En coopération avec la Fondation Friedrich Ebert (FES)

nous avons organisé une conférence à Berlin, rassemblant quelque 40 hauts responsables d'institutions ou de pays membres d'Afrique, des ACP et de l'UE avec des participants issus de laboratoires de réflexion et d'organisations de la société civile. Nous avons organisé une conférence de haut niveau à Bruxelles avec nos homologues du European Think-Tanks Group (ODI, FRIDE, DIE), incluant des acteurs africains et européens responsables de la mise en œuvre de certaines priorités du partenariat UE-Afrique.

3) La Banque africaine de développement nous a missionnés pour évaluer son soutien aux institutions de gouvernance, aux échelons national et régional. Nos conclusions ont servi de base permettant

aux gestionnaires de la Banque de poursuivre la réflexion sur l'orientation à adopter.

4) À Madagascar, nous avons lancé un processus de réflexion visant à renforcer les capacités de la société civile au niveau local. Nos évaluations ont ciblé les différentes composantes nécessaires à une société civile forte, identifiant également des sources de financement alternatives pour les organisations locales.

5) En Afrique du Nord, l'ECDDPM et l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) ont lancé une initiative conjointe pour stimuler l'usage de l'analyse d'économie politique dans le soutien des réformes au plan local et national.



Conférence sur l'avenir des relations Afrique-UE septembre 2013



Conférence sur l'avenir des relations Afrique-UE septembre 2013



GREAT insights de l'ECDDPM ecdpm.org/great, numéro de mai/juin 2013

Conférence sur l'avenir des relations Afrique-UE (ECDDPM et Fondation Friedrich Ebert), Berlin, Allemagne, septembre 2013



Même avec les taux de croissance actuels, un quart des Africains continuera à vivre sous le seuil de pauvreté en 2030. Voilà ce qui devrait être au programme des leaders africains : maximiser l'impact de la croissance économique pour lutter contre l'inégalité, et soutenir l'émergence progressive d'une citoyenneté active capable d'impulser plus vigoureusement les efforts de développement.



Faten Aggad-Clerx

Responsable du Programme Dynamiques du changement en Afrique

STIMULER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR LA COOPÉRATION RÉGIONALE

La sécurité alimentaire demeure un enjeu mondial, en dépit des progrès réalisés ces dernières années. Rien qu'en Afrique, approximativement une personne sur quatre est encore mal nourrie. Pour lutter effectivement contre l'insécurité alimentaire, la transformation structurelle de l'agriculture sera capitale. Les gouvernements et les institutions africaines sont de plus en plus conscients de la nécessité d'accroître leurs efforts en faveur de la sécurité alimentaire. L'intégration régionale pourrait jouer un rôle clé, étant donné la taille insuffisante des marchés locaux et nationaux pris individuellement, afin de pouvoir réaliser l'indispensable transformation du secteur agricole. Il conviendrait aussi d'établir des liens plus forts entre les différents domaines de politique et parmi les acteurs du public, du privé et de la société civile. Enfin, la nécessité de procéder à des interventions de développement cohérentes et coordonnées s'imposera, pour soutenir efficacement les efforts entrepris sur le continent africain.

Le programme de l'ECDPM « Sécurité alimentaire » soutient les organisations et processus régionaux, particulièrement en Afrique, en formulant des politiques et des plans d'investissements efficaces en faveur de l'agriculture régionale. Nous aidons aussi les partenaires de développement, l'UE notamment, en adoptant des approches cohérentes et efficaces qui stimulent le dynamisme des marchés agricoles et favorisent la sécurité alimentaire. Nous réalisons ces objectifs en promouvant et en facilitant des processus et des dialogues politiques, et en établissant des passerelles entre différents niveaux et domaines décisionnels. Nous nous engageons stratégiquement dans des partenariats avec des acteurs et des institutions d'Afrique, d'Europe et du reste du monde. En 2013, nous avons travaillé selon trois axes :

- Soutien des processus favorisant la sécurité alimentaire en Afrique ;
- Renforcement des approches des partenaires de développement en matière d'insécurité alimentaire ;
- Formulation de nouvelles orientations thématiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement de l'agriculture.

Soutien des processus favorisant la sécurité alimentaire en Afrique

L'ECDPM a activement soutenu les processus en Afrique visant à formuler des politiques et des plans d'investissement efficaces en faveur de l'agriculture régionale. À cette fin, nous avons collaboré étroitement avec les communautés économiques régionales africaines. Certains partenaires, notamment la Commission de l'UA et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), ont souvent fait appel à nos apports techniques et à la facilitation de rencontres de consultation avec d'autres partenaires du développement et des organisations d'agriculteurs. Ainsi, pour le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), nous avons analysé les progrès enregistrés en vue de la réalisation des objectifs du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de l'UA. Les résultats de cette analyse ont été présentés lors de la rencontre des ministres de l'agriculture de la CEDEAO. Nous avons, de la sorte, contribué à encourager la participation constructive et probante des petits fermiers au processus décisionnel régional.

Renforcement des approches des partenaires de développement en matière d'insécurité alimentaire

Nous avons soutenu nos partenaires africains, européens et du reste du monde afin d'adopter des approches plus efficaces pour lutter contre

l'insécurité alimentaire. Notre analyse critique sur la cohérence des politiques européennes en matière de sécurité alimentaire a fait prendre conscience de l'impact négatif que certaines politiques peuvent avoir sur les actions entreprises pour assurer la sécurité alimentaire adéquate pour tous. Nous avons aidé à développer la première méthodologie destinée à évaluer l'impact des politiques des États membres de l'OCDE sur la sécurité alimentaire. Par ailleurs, l'ECDPM a aidé ses partenaires du développement à accroître l'efficacité de leur soutien au PDDAA. Compte tenu de nos compétences reconnues en matière d'intermédiation du savoir et de facilitation, le Ministère britannique du développement international (DfID) nous a demandé de mener une évaluation indépendante du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs de 50 millions d'Euros, un canal privilégié du PDDAA pour soutenir les institutions continentales et régionales.

« Nous nous félicitons que l'ECDPM pilotera cette évaluation pour le DfID car nous sommes persuadés que personne n'a, mieux que l'ECDPM, suivi le processus PDDAA, tout particulièrement les processus à l'échelon régional. »

Sam Kanyarukiga, coordinateur PDDAA au secrétariat du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)

Formulation de nouvelles orientations thématiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement de l'agriculture

Forts de notre connaissance des processus PDDAA, nous avons contribué à des débats de politique à l'échelon africain, européen et mondial, dans une série de créneaux spécialisés. Au moyen de publications ciblées et de facilitation d'événements, nous avons élargi notre domaine d'attention au rôle des économies émergentes et du secteur privé dans le monde agricole africain, et aux relations entre nutrition et agriculture. Nous avons également exploré des approches existantes et des alternatives en matière de développement agricole dans le contexte PDDAA. Ce travail fut particulièrement apprécié par l'UA qui distribua, pendant le Sommet UA sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, en janvier 2014, le numéro du magazine GREAT insights consacré à l'agriculture familiale et à la sécurité alimentaire.



Agir de nos jours en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique signifie soutenir le PDDAA. L'impact sur le terrain reste mitigé mais le PDDAA est un solide cadre institutionnel, porteur de transparence sur les politiques, l'engagement des acteurs non étatiques, et la coordination entre partenaires de développement. Pourtant, le PDDAA devra s'orienter davantage vers la recherche de résultats, mieux refléter le dynamisme du secteur privé du monde agricole africain, et renforcer l'intégration des marchés régionaux.

Francesco Rampa

Gestionnaire du Programme Sécurité alimentaire



RÉALISATIONS MARQUANTES EN 2013

- 1) Nous avons collaboré avec le ROPPA et conduit dix études pays analysant les progrès enregistrés en Afrique de l'Ouest vers la réalisation des objectifs du PDDAA. Le ROPPA a présenté les conclusions aux ministres de l'Agriculture de la CEDEAO, permettant ainsi au Centre de contribuer à la participation constructive et probante des petits fermiers au processus décisionnel régional.
- 2) Nous avons publié une étude sur les partenariats multi acteurs en faveur de la sécurité nutritionnelle, ciblant principalement les orientations régionales et le rôle du PDDAA. L'intérêt généré par ce rapportage nous a amenés à faciliter un dialogue de politique informel en collaboration avec la Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN), et à nous rapprocher ainsi d'un nouveau partenaire important.
- 3) Nous avons réalisé une série de rapports formulant de nouvelles considérations sur la façon dont les activités des économies émergentes dans le secteur agricole africain sont connectées au PDDAA. Nous avons également facilité un dialogue de politique informel sur les investissements dans l'agriculture durable, auquel ont participé des parties prenantes d'Afrique, d'Europe et de Chine.
- 4) En collaboration avec le réseau européen d'organisations non gouvernementales

APRODEV (Association of World Council of Churches related Development Organisations in Europe), et pour l'information du PDDAA, nous avons organisé une table ronde à Bruxelles sur les approches actuelles et les alternatives en matière de développement agricole. Dans le prolongement de ce dialogue, nous avons publié un numéro thématique de GREAT insights, qui a été distribué lors du Sommet de l'UA en janvier 2014.

5) Nous avons analysé l'incidence de l'engagement de l'UE en faveur de la cohérence de la politique de développement (CPD), et notamment d'une telle cohérence en faveur de la sécurité alimentaire mondiale, sur différents processus décisionnels. Nous avons également contribué au développement de la première méthodologie pour évaluer l'impact des politiques menées par les États membres de l'OCDE sur la sécurité alimentaire dans différents pays partenaires.

6) Pour le DfID, nous avons piloté une évaluation indépendante du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, le canal privilégié du PDDAA pour soutenir les institutions continentales et régionales. Les résultats ont fourni l'information nécessaire à la conception du prochain fonds (MDTF II).



Rencontre ROPPA, Monrovia, Liberia, septembre 2013



Rencontre Propac, Cameroun, avril 2013



Pacte régional CEDEAO, Nairobi, Kenya, juin 2013

GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

L'ECDPM a continué à mettre la barre très haut en matière de gestion des connaissances et communication (KMC). En 2012, nous avons posé les fondements d'une approche plus ciblée et dédiée, mettant en évidence le rôle du Centre en tant qu'intermédiaire stratégique du savoir en vue d'un dialogue de politique bien documenté. Cette année, nous avons investi dans des outils de communication innovants, des plateformes d'échange de connaissances et des facilités de gestion de l'information, tout en développant nos réseaux.

En 2013, pour soutenir la Stratégie de l'ECDPM 2012-2016, l'unité KMC a travaillé dans quatre directions :

- améliorer nos communications externes ;
- améliorer notre information interne et nos plateformes de gestion des connaissances ;
- soutenir nos partenaires en matière de gestion stratégique des connaissances ;
- travailler en réseau avec nos pairs.

Améliorer nos communications externes

Nous avons stimulé nos communications externes afin de diffuser et de promouvoir le travail du Centre, de manière ciblée, efficace et rapide. Nos campagnes de communication stratégiques autour de questions de politique fondamentales ont appuyé notre rôle d'intervenant en coulisse. Parallèlement, nous avons fait en sorte d'augmenter la visibilité du Centre, ce qui a nécessité une vigilance constante pour assurer la garantie de qualité de tous nos services et produits.

Nous avons actualisé notre identité d'entreprise et certains de nos produits phares (notre magazine GREAT insights par exemple). Nous avons décuplé notre présence digitale par le biais des médias sociaux et des blogs, adopté une nouvelle approche en matière de relations avec les médias et relancé notre service d'actualités électronique « The Filter ». En tant que telle, la gestion des connaissances et de la communication a contribué à concourir à l'objectif général de l'ECDPM qui est de bien documenter les débats de politique. Nos activités ont également permis au Centre d'étendre sa portée géographique, en particulier en Afrique et dans les régions francophones.

Améliorer notre information interne et nos plateformes de gestion des connaissances

Nous avons poursuivi l'amélioration de notre information interne et des plateformes de gestion des connaissances, notamment en lançant, en 2012, le projet IMAKE d'échanges et de gestion de l'information et des connaissances. Ces plateformes ont permis au Centre de rationaliser les flux d'activité organisationnels et d'assurer une gestion efficace de l'information et des connaissances. D'autre part, nous avons continué à consolider notre programme de formation interne grâce à des échanges de pair à pair, au sein du Centre et avec des collègues en Europe, en Afrique et au-delà.

Soutenir nos partenaires en matière de gestion stratégique des connaissances

Nous avons multiplié nos engagements en matière de gestion des connaissances avec des institutions africaines. En partenariat avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et Co-Capacity, nous avons facilité un atelier de gestion des connaissances pour les Communautés économiques régionales et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique). Les participants à cet atelier ont évalué l'état actuel des connaissances et de la gestion de l'information au sein du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), en collaboration étroite avec un éventail d'acteurs du continent et des régions.

Travailler en réseau avec nos pairs

Nous avons renforcé nos réseaux dans le secteur de la gestion des connaissances et de la communication, en contribuant activement à WonkComms et On Think Tanks, des forums de discussion pour les communicants de laboratoires de réflexion. Nous avons aussi continué à remplir notre rôle d'éditeur senior du Knowledge Management for Development Journal. De tels réseaux nous permettent de demeurer à la pointe dans ce secteur en évolution rapide et, en même temps, de nous confronter ensemble aux enjeux et de promouvoir des innovations dans le secteur de la coopération au développement internationale.

24

STATISTIQUES 2013	
www.ecdpm.org	103,518 visiteurs
Talking Points Notre blog	80 billets 16,623 visiteurs
Africa-EU blog 'Africa-Europe relations: looking beyond 2014'	39 billets 3,318 visiteurs
Publications	447,164 publications distribuées (électroniques et papier)
Weekly Compass Notre lettre d'information	9,682 abonnés
GREAT insights Notre magazine mensuel	3,581 abonnés
    Médias sociaux	3,539 partisans
 	35 vidéos
 	18 enregistrements

FINANCES

Dès le début 2013, le Centre s'est préparé à un exercice financier éprouvant. Nous avons anticipé la nécessité de réaliser des investissements importants pour mettre fermement sur les rails notre stratégie 2012-2016. D'autant que la persistance de la crise économique et financière faisait anticiper un probable changement de nos ressources provenant de nos bailleurs. Malgré la nécessité réelle d'investissements importants, la collecte de fonds continua heureusement de façon soutenue, et à la fin de l'année, nous pouvions nous réjouir en constatant que le Centre avait bien relevé le défi en termes financiers.

En prévision des difficultés financières à venir, le Conseil d'administration nous autorisa un déficit de 100 000 € pour couvrir les besoins en investissements. Le Centre a, malgré tout, terminé l'exercice avec un découvert bien inférieur, de 32 000 € seulement. Et ce, largement en raison de l'augmentation du financement institutionnel accordé par certains de nos bailleurs les plus fidèles – les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Finlande – et la décision du gouvernement de l'Autriche de se joindre à l'ECDPM en tant que bailleur institutionnel. Ce soutien renouvelé au Centre, dans un contexte d'austérité, corrobore l'appréciation de notre travail par nos partenaires. Compte tenu de l'augmentation totale de 658 000 €, le financement institutionnel a été plus élevé qu'initialement budgétisé.

Au premier trimestre 2013, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas a confirmé sa contribution institutionnelle substantielle à l'ECDPM, pour la période 2013-2016. Pourtant, suite aux mesures budgétaires draconiennes que les Pays-Bas ont dû adopter en 2014, le Ministre a mis fin, en octobre 2013, au contrat de prêt à disposition du Centre depuis sa création en 1986. Alors que la perte de revenu des intérêts pour 2014-2016 était entièrement compensée, cette décision a, en quelque sorte, normalisé la relation entre l'ECDPM et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, en la commuant en relation de financement institutionnel très comparable à celle qu'entretient l'ECDPM avec d'autres États membres de l'UE, bien qu'à un niveau bien plus élevé.

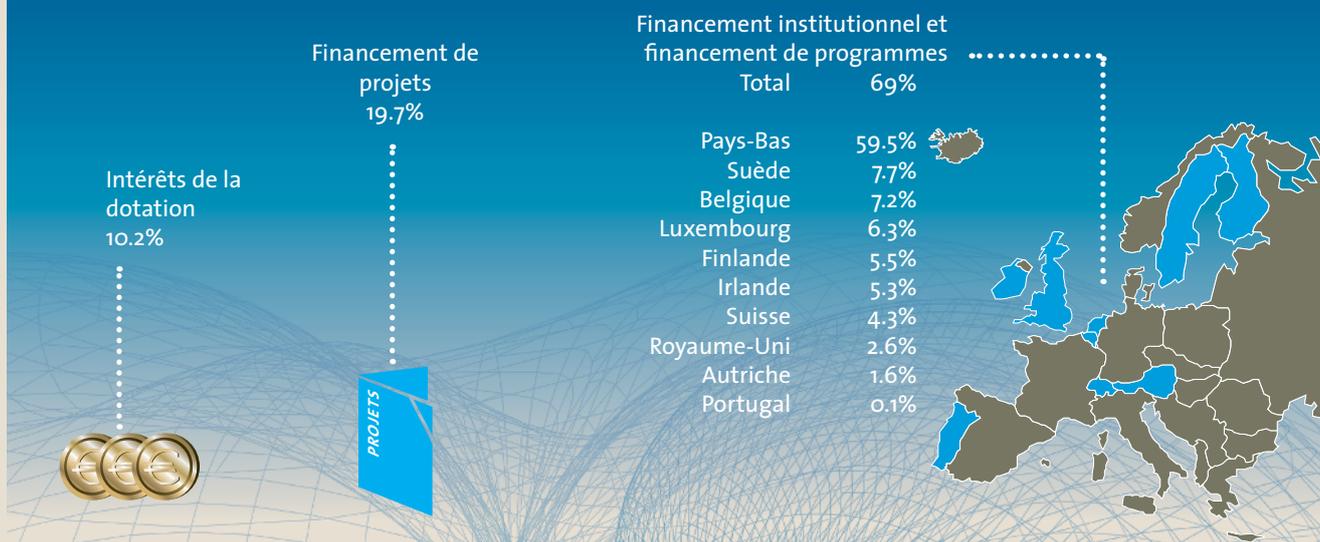
L'ECDPM a poursuivi une gestion très rigoureuse en matière de dépenses. Les coûts opérationnels ont été moins élevés que prévu, même si la demande de nos services a crû considérablement. L'efficacité de la coordination et de la gestion de l'information internes et de la communication externe s'est encore améliorée, et ce, principalement grâce aux outils développés sous l'égide du projet IMAKE (Knowledge Management Exchange). Les coûts liés aux infrastructures, aux locaux, aux frais généraux et administratifs, aux investissements et aux technologies de l'information, ainsi que la dépréciation et les autres coûts, sont demeurés proches des limites budgétaires, avec une hausse limitée de 5,5% sur 2012.

TRANSPARENCE DU FINANCEMENT

Transparify, une initiative qui réalise un classement mondial de la transparence financière des laboratoires de réflexion a accordé à l'ECDPM les cinq étoiles de la note maximum pour la transparence de son financement. L'ECDPM présente une « transparence exemplaire » selon Transparify, « et constitue la référence pour ce secteur dans son entier ». Transparify est convaincu que la transparence accroît considérablement la crédibilité des résultats du travail d'un laboratoire de réflexion et de ses recommandations en matière de politique.

LE FINANCEMENT DE L'ECDPM

FINANCEMENT TOTAL 2013 = €6.4 MILLIONS D'EUROS



BILAN CONSOLIDÉ

APRÈS AFFECTATION DES RÉSULTATS 2013, AU 31 DÉCEMBRE 2013
EN MILLIERS D'EUROS

		31-12-2013	31-12-2012
ACTIF			
I	Actif fixe		
1.1	Obligations	2,560	21,413
1.2	Participation aux fonds EDCS	12	11
1.3	Participation a OneWorld Europe B.V.	0	0
	Total actif fixe	2,572	21,424
II	Actif fixe incorporel	2,939	3,040
III	Valeurs réalisables à court terme		
3.1	Avances et acomptes	83	47
3.2	Sommes à recevoir	44	452
3.3	Débiteurs	1,517	839
3.4	Impôts, retraites et cotisations de sécurité sociale	41	63
3.5	Caisse	20,530	2,996
	Total des valeurs réalisables à court terme	22,216	4,397
TOTAL ACTIF		27,727	28,861
PASSIF			
IV	Dettes à long terme		
4.1	Engagements envers le gouvernement néerlandais	18,378	18,378
	Total dettes à long terme	18,378	18,378
V	Dettes à court terme		
5.1	Créanciers	164	177
5.2	Impôts, retraites et cotisations de sécurité sociale	282	192
5.3	Autres dettes à court terme	869	1,192
	Total dettes à court terme	1,314	1,561
VI	Provisions	82	49
TOTAL PASSIF		19,774	19,988
FONDS PROPRES			
	Chiffre d'affaires:		
	Résultat net de l'exercice	3,178	3,210
	Subvention PNL pour logement et aménagement	2,269	2,269
	Du portefeuille d'obligations:	2,506	1,682
	Plus-value réalisée au portefeuille d'obligations	0	1,712
TOTAL FONDS PROPRES	Réserve de réévaluation des obligations	7,953	8,873

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

EN MILLIERS D'EUROS

		Réalisation 2013	Budget révisé 2013	Budget original 2013	Réalisation 2012
RECETTES					
I	Financement				
1.1	Fonds propres	652	685	715	725
1.2	Financements institutionnels	3,668	3,668	3,000	2,872
1.3	Financement de programmes et de projets	2,076	2,159	2,090	1,931
	Total financement	6,396	6,512	5,805	5,528
II					
	Résultat des obligations et participations				
2.1	Vente d'obligations	(767)	p.m.	p.m.	185
2.2	Variation de la valeur boursière des obligations	1,656	p.m.	p.m.	301
	Total recettes des obligations et participations	889	p.m.	p.m.	486
TOTAL DES RECETTES		7,285	6,512	5,805	6,014
DÉPENSES					
III	Dépenses de programmes et activités	1,276	1,338	1,100	932
IV					
	Autres dépenses				
4.1	Salaires et autres frais de personnels	4,329	4,228	3,950	3,697
4.2	Dépenses immobilières	212	217	219	201
4.3	Frais généraux et administratifs	288	276	282	266
4.4	Investissements	11	4	3	7
4.5	Services d'information	169	157	140	167
4.6	Dépréciation	173	176	176	174
4.7	Divers	34	30	35	25
	Total autres dépenses	5,216	5,088	4,805	4,536
TOTAL DÉPENSES		6,491	6,426	5,905	5,468
IMPRÉVUS		0	86	0	0
TOTAL DÉPENSES		794	0	(100)	546
<i>Résultats des obligations et participations :</i>					
	- Différence revenu des intérêts réalisés et intérêts budgétisés	(63)	p.m.	p.m.	(40)
	- Résultats des ventes et obligations	889	p.m.	p.m.	486
Total		826	p.m.	p.m.	446
Total résultats du Centre hors obligations et participations		(32)	0	(100)	100

MEMBRES DU PERSONNEL ET CONSEIL D'ADMINISTRATION

Notre conseil d'administration

Le conseil d'administration de l'ECDPM est composé de décideurs, de praticiens et de spécialistes réputés, originaires de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et d'États membres de l'Union européenne. Il se réunit deux fois par an en assemblée plénière. Il désigne en son sein un comité exécutif et un comité des programmes. Le premier se réunit au moins trois fois additionnelles par an, et il examine, entre autres, le bilan consolidé et le compte d'exploitation à moyen terme et annuels. Le comité des programmes se réunit deux fois par an pour examiner le programme de travail annuel et le rapport annuel de l'ECDPM.

Nos effectifs

Au 31 décembre 2013, l'ECDPM comptait un effectif de 63 personnes, dont 35 femmes et 28 hommes. 53 d'entre eux étaient basés à Maastricht, au siège, et 10 opéraient depuis le bureau de Bruxelles. Le Centre employait 40 personnes dans les équipes de programme, dont 18 juniors et assistants de recherche. 23 personnes, totalisant 16,6 équivalents plein temps occupaient des fonctions d'appui dans les domaines : administration, techniques de l'information et de la communication, publication et ressources humaines.

Outre les effectifs réguliers, 9 consultants associés ont collaboré étroitement avec le Centre en 2013. L'ECDPM a travaillé également avec un vaste réseau de consultants spécialistes.

Le Centre comptait des ressortissants de 22 nationalités : algérienne, allemande, américaine, australienne, autrichienne, belge, britannique, camerounaise, canadienne, espagnole, éthiopienne, française, helvétique, irlandaise, italienne, mauricienne, mauritanienne, namibienne, néerlandaise, portugaise, sud-africaine et suédoise.

Jeunes professionnels

Le Centre s'efforce d'offrir des opportunités professionnelles à des jeunes spécialistes en provenance de pays ACP en particulier. En 2013, il a lancé son programme YIPP (Young International Professionals Programme) en collaboration avec des instituts partenaires et des organisations pairs. Ce programme renforce les capacités chez les jeunes professionnels de talent, originaires des pays ACP, dans le domaine de la coopération internationale, en les employant à l'ECDPM pour une période minimum de sept mois et au maximum d'un an.

Le Centre a accordé 9 stages, 7 postes d'assistants de recherche et 11 postes d'assistants de programme à des diplômés universitaires, leur permettant d'acquérir une expérience de travail dans un contexte stimulant et international. Ces universitaires présentent des qualités intellectuelles et des aptitudes personnelles exceptionnelles, sont titulaires d'un master en développement, sciences sociales, affaires / relations internationales, communication, droit et économie, et se spécialisent dans des domaines touchant aux sphères d'activité de l'ECDPM.



Notre Conseil d'administration
et le Directeur

Membres du conseil d'administration de l'ECDPM

De gauche à droite:
Dr. M.J.A. van Putten
Directeur exécutif Global
Accountability B.V.

M. R. Makoond
Directeur exécutif du JEC
(Joint Economic Council)

Prof. P.H. Katjavivi, MP
Chef du Parti SWAPO
Assemblée Nationale de
Namibie

M. J.T.A.M. Jurissen
Ancien directeur
Gestion des actifs
fonds de pension BPMT

Mme. N. Bema Kumi
Fondatrice et directrice
de l'institut des
pratiques diplomatiques
et des politiques de
développement (IDDP)

Dr. P.I. Gomes
Ambassadeur du Guyana
auprès de l'Union
européenne

M. D. Frisch
Ancien directeur général
au Développement,
Commission européenne

Dr. Paul Engel
Directeur
ECDPM

Absent de la photo:
Mme. G. Kinnock
Membre de la Chambre
des Lords du
Royaume-Uni

M. A.J. de Geus
Membre du conseil de
direction, Bertelsmann
Stiftung

Prof. L. Wohlgemuth
Professeur invité, Centre
d'études africaines de
l'Université de Göteborg

*Membres du conseil d'administration de l'ECDPM jusqu'à avril 2013



1



2



3



4



5



6



7



8



10



11

NOTES:

- 1 P.5 Kaplan, S.D. 2013. Betrayed: Politics, power, and prosperity. New York: Palgrave Macmillan.
- 2 P.5 Stiglitz, J.E. 2012. The price of inequality: How today's divided society endangers our future. New York: W.W. Norton & Company.
- 3 P.14 Smith, D. 2013. The state of the world atlas (ninth ed.), Oxford: New Internationalist.
- 4 P.20 FAO. 2013. The state of food insecurity in the world 2013: The multiple dimensions of food security. Rome: FAO.
- 5 P.23 Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Soutien de la stratégie 2013-2016 de l'ECDP. Act no. 24975, 26 février 2013.
- 6 P.23 Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, fin de l'accord de financement. Act no. 3033, 24 octobre 2013.



14



17

COLOPHON

Conception, coordination et édition
Nina Thijssen, ECDPM

Assistance éditoriale
Michelle Luijben-Marks,
Marks Editing and Translation
Emily Barker, ECDPM
Clem Silverman, ECDPM

**Direction artistique, design et
coordination de la production**
Yaseena Chiu-van 't Hoff, ECDPM

**Assistance et coordination
de la production**
Claudia Backes, ECDPM

Design de couverture
Yaseena Chiu-van 't Hoff, ECDPM

Photographies
Erst van Loon, Page 3

**Membres du personnel et Conseil
d'administration**
Maurice Bastings
Clem Silverman, ECDPM

**Journées européennes du
développement 2013**
Nina Thijssen, ECDPM

Think Stock, Page 6 et 7

Traduction
Catherine van Hoorn – Streiff

Révision
Jacques van Laar, ECDPM

Impression
Schrijen-Lippertz, Voerendaal

**Design et production du site web
Rapport annuel**
Nina Thijssen, ECDPM
Yaseena Chiu-van 't Hoff, ECDPM

